

L'archéologie antique en Algérie, hier et aujourd'hui

Nacéra BENSEDDIK*

Des racines coloniales

La France héritière de Rome en Algérie

Pendant longtemps, seuls quelques voyageurs, plutôt intéressés par les questions naturalistes et géographiques que par les traces archéologiques, avaient parcouru certaines régions du Maghreb. Avec la conquête française de l'Algérie, l'intérêt pour l'administration coloniale de mieux connaître ces contrées nouvelles fit progresser la connaissance historique et géographique des régions nouvellement conquises. « L'occupation de la Régence d'Alger par les troupes françaises... ne doit pas rester sans résultat pour la science et de son côté la science elle-même peut concourir à cette œuvre de civilisation qui commence en Afrique sous la protection de nos armes » écrivait le maréchal Soult en 1833 au secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Deux membres de la commission de 1839, le capitaine A. Delamare et l'architecte A. Ravoisié qui accompagnaient les troupes de la conquête, nous ont laissé des documents d'une valeur exceptionnelle. Il faut également signaler à Lambèse, les fouilles, les relevés et la carte du colonel Carbuccia. Avec l'arrivée, à l'automne 1850, de L. Renier, sous-bibliothécaire à la Sorbonne, fut lancé un projet de *corpus* des inscriptions latines de l'Algérie; un peu partout, dans cette vaste contrée, les militaires découvrent, signalent, publient des inscriptions; la recherche épigraphique française contrôlait ainsi la totalité du processus, de la découverte à la préservation et à la publication, à une époque où l'ensemble de la vie savante était marqué par l'opposition à l'Allemagne et la rivalité pour obtenir les meilleurs chantiers de fouilles ou publier les inscriptions les plus spectaculaires. Plusieurs générations de spécialistes français ont été ainsi formées sur le terrain et les plus grands savants français en épigraphie latine sont passés par l'Afrique du Nord.

Dès la conquête de l'Algérie, « le souci d'assurer la découverte et la préservation des monuments, notamment des pierres épigraphes... fut inspiré par la curiosité scientifique, mais aussi par le désir de prouver la

* Archéologue, professeur à l'Ecole Supérieure des Beaux Arts.

supériorité de la culture européenne »¹. Longtemps, les Maghrébins ont ignoré le latin, ce qui les a exclus de fait des études sur l'Afrique romaine ; le contrôle de l'étude des sources écrites assurait ainsi aux Français le pouvoir d'exacerber la distanciation culturelle de la population colonisée à l'égard des Romains. Pour apparaître comme les héritiers légitimes de l'Afrique romaine, il fallait la bannir de la mémoire collective autochtone. A un Cheikh local qui lui demandait s'il pouvait lire ce qui était écrit, L. Rénier, qui était en train de copier une inscription latine, répondit : « Oui, je la comprends et je l'écris : car c'est la mienne aussi. Regarde ce sont nos lettres, c'est notre langue »².

Hommes de l'administration, militaires et civils français, fondent des sociétés savantes qui publient des revues dont les premiers articles furent consacrés à l'archéologie et qui effectuent aussi des travaux de fouilles. Société Archéologique de Constantine dont le premier annuaire parut en 1853, Société Historique Algérienne à Alger en 1856 dont la *Revue Africaine* publie dans son premier numéro des études d'archéologie, d'épigraphie latine et de numismatique, Académie d'Hippone dont le premier bulletin parut en 1865, la dernière société scientifique, celle d'Oran, publia son 1^{er} bulletin en 1878. C'est aussi l'époque de la constitution des premières collections muséales et de la publication de catalogues scientifiques.

Romanité, latinité, christianisme

Alors que dès 1880, on créait un Service des monuments historiques qui avait la haute main sur l'entretien, les restaurations des monuments, mais aussi sur les fouilles qui commencèrent d'être menées sur plusieurs sites d'Algérie, une Direction des Antiquités ne vit le jour qu'en 1923. La puissance du Service des Monuments Historiques était telle que la recherche archéologique fut soumise au bon vouloir des architectes, avec les conséquences fâcheuses de fouilles dirigées par des contremaîtres et une archéologie de dégagement d'édifices publics! La préoccupation majeure résidait le plus souvent dans la recherche des inscriptions honorifiques, des objets d'art, des pavements de mosaïques, ou dans le dégagement des monuments jusqu'au « bon niveau », sans respect pour les couches archéologiques inférieures ou postérieures et sans publications de synthèses. Il faut signaler, qu'en Tunisie, au contraire, les travaux furent menés à la même époque, sous le contrôle de directeurs des Antiquités en relations étroites avec l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres et le Comité des Travaux Historiques et Scientifiques :

¹ Id., *Un siècle d'épigraphie classique*, Paris, 1988, p. 33.

² Cité par Boissière, G., *L'Algérie romaine*, Paris, 1883, pp. XV-XVI.

méthodes de fouilles rigoureuses, présence active des chercheurs sur le terrain, traitement égal des objets découverts, publications sérieuses et régulières. En Algérie, il faudra attendre le développement du Service des Antiquités dans les années 50 pour constater une activité archéologique significative et une direction plus scrupuleuse des chantiers de fouilles. A la même époque remonte la publication, par le gouvernement général de l'Algérie, d'une collection de volumes in-4° ainsi que la création de la première vraie revue archéologique algérienne, *Libyca* (archéologie-épigraphie, 1953).

Même si, dès 1853, des officiers avaient recopié des inscriptions libyques de la région de la Cheffia et si des inscriptions puniques d'El Hofra étaient publiées dans les années 1890, que représentait l'intérêt scientifique pour ce type d'inscriptions face aux enjeux idéologiques de l'épigraphie latine ? « Il semble que la France, qui a conservé dans sa langue, dans ses mœurs, dans ses lois, dans ses arts, tant de vestiges de la civilisation romaine, est particulièrement appelée à ce travail. Ce qui ajouterait pour elle à l'intérêt d'un tel projet, c'est le fait de la domination française en Algérie, et la possibilité de réunir et de compléter les inscriptions déjà si nombreuses recueillies en Afrique par la vigilance de l'administration de la Guerre », écrivait en 1843 A. Fr. Villemain, ministre de l'instruction publique qui dirigea personnellement le projet français de *Corpus des Inscriptions Latines*³. L'abondance des découvertes épigraphiques réalisées en une quarantaine d'années en Algérie incita l'Académie de Berlin à envoyer un explorateur à la fois en Tunisie et en Algérie. Ce fut G. Wilmanns qui fut chargé de préparer le tome VIII du *Corpus Inscriptionum Latinarum*. Aux lendemains de la première guerre mondiale, S. Gsell lançait le projet d'un recueil exhaustif des *Inscriptions Latines d'Algérie* destiné à remplacer pour ce territoire le volume VIII du *Corpus Inscriptionum Latinarum*. Outre le premier tome, paru en 1922, consacré à la partie de la province d'Afrique Proconsulaire située en Algérie, d'Hippo Regius à Theveste, S. Gsell en avait prévu un second pour la confédération cirtéenne et le territoire de Cuicul, un troisième pour la Numidie militaire, un quatrième pour les Maurétanies Sitifiennne et Césarienne et pour *l'instrumentum domesticum*. Il n'eut le temps que de commencer le fascicule 1 du second tome, réservé aux 4187 textes de la confédération cirtéenne et du territoire de Cuicul, complété par E. Albertini, J. Zeiller, achevé et publié en 1957 par H. G. Pflaum. Le tome II, 1, vérifié et enrichi par celui-ci au cours de nombreuses missions

³ Scheid, J., *art. cit.*, n° 17, p. 349.

effectuées en Algérie dès 1949, interrompues en 1956 et reprises après l'indépendance, parut en 1957.

Il faut, ici, rappeler le rôle des ecclésiastiques dans les prospections archéologiques et épigraphiques en Afrique du Nord, soucieux de proclamer l'ancienneté de l'implantation du christianisme et donc les liens avec la France. En Algérie, citons le musée de Mgr Dupuch et les fouilles d'Orléansville, l'activité de Mgr Robert à Constantine et surtout l'arrivée du Cardinal Lavignerie, fondateur de l'ordre des Pères Blancs, à Alger en 1867. Dans cet esprit, un vaste programme d'étude et de restauration d'édifices chrétiens fut arrêté : entre 1888 et 1892, fouilles de la basilique de Theveste., de Tigzirt, d'Alexandre et de Sainte Salsa à Tipasa ; fouilles à Cherchell et à Tigava Castra, dans la vallée du Chélif, à proximité de l'endroit où allaient être construits des villages chrétiens.

Continuité, ruptures

Un carcan bureaucratique et misérabiliste

Jusqu'en 1965, le Service des Antiquités qui avait conservé son encadrement scientifique français poursuivit les recherches entamées avant l'indépendance mais s'attacha surtout à assurer le gardiennage des sites et des monuments. D'abord rattachés au ministère de l'Education Nationale, les services archéologiques furent partagés à partir de **1969** entre deux ministères (Préhistoire à l'Education, Antiquité et Moyen Age à l'Information), ce qui eut pour première conséquence grave une rupture entre l'Enseignement supérieur et la recherche archéologique. En 1975, la Sous-Direction des Beaux-Arts devint la Direction des Musées, de l'Archéologie et des Monuments Historiques avec trois sous-directions pour chaque secteur, toujours au sein du ministère de l'Information et de la Culture.

« Une recherche archéologique programmée tenant compte à la fois de la nécessité d'une réécriture de l'histoire nationale et du nécessaire sauvetage des vestiges qui apparaissent dans les villes et dans les campagnes..... L'étude et la préservation des principaux monuments de l'époque libyco-punique ...et la prospection systématique...», tels étaient les objectifs de l'institution chargée du patrimoine archéologique auprès du ministère de l'information et de la culture⁴. C'est ainsi que furent effectuées les fouilles de sauvetage de Tipasa-Matarès (M. Bouchenaki), de Cherchell (N. Benseddik-T.W. Potter), de Sétif (E. Fentress-A. Mohamedi) ; on organisa aussi quelques fouilles

⁴ Bouchenaki, M., La recherche archéologique en Algérie, *Die Numider*, Rheinisches Landesmuseum Bonn, 1979, pp. 2-3.

programmées à Tébessa (R. Lequément), dans l'Asclépiéium de Lambèse (M. Janon, N. Benseddik-S. Roskams), à Hammam el Guergour (R. Guéry), aux thermes de Rusguniae (P. Salama-R. Guéry), aux Djeddars (F. Kadra) et à Siga (M. Bouchenaki-C. Rüger). Des prospections furent menées par Ph. Leveau à Cherchell, et E. Fentress à Diana Veteranorum. Le projet de restauration du Médracen resta inachevé.

Quels étaient les moyens humains d'une telle politique ? « ...aucun Algérien n'avait été formé à cette science durant la période coloniale....à l'origine d'un préjugé, encore largement répandu à travers diverses couches de la population, suivant lequel l'archéologie et surtout l'archéologie classique est un domaine réservé aux seuls étrangers »⁵. De fait, jusqu'en 1970, seuls 3 archéologues algériens, toutes spécialités confondues, ont dû assurer la relève; l'absence d'une politique de recrutement de vraies compétences et de formation, la dévalorisation de la profession telle qu'à titres universitaires égaux le traitement est inférieur de moitié à celui de l'Enseignement Supérieur, n'ont pas amélioré la situation, au contraire. Le potentiel humain des institutions chargées de la recherche archéologique (à l'exception notable du CNRPH, seule institution du ministère de la Culture bénéficiant du privilège du statut du chercheur) se distingue par une pléthore d'agents administratifs et de gardiens, un corps scientifique qui ne compte plus, aujourd'hui, qu'un seul docteur, un encadrement formé sur le tas et par ancienneté, un corps technique quasi inexistant. En dehors de l'attrait matériel qu'exerce l'université sur les archéologues du secteur de la Culture, les relations entre les deux secteurs restent purement administratives.

La dégradation des outils de la recherche est un autre aspect d'une faillite consommée : une bibliothèque spécialisée, véritable institution héritée de l'époque coloniale, est à l'agonie (personnel sous-qualifié, acquisitions rarissimes, absence d'abonnements, échanges rendus impossibles par l'arrêt des publications algériennes, vols, dégradations par l'eau, absence de conservation), des archives graphiques et photographiques en péril (l'absence d'une politique de conservation).

Aux marges de la recherche archéologique internationale et même maghrébine

En Algérie, l'investigation archéologique est paralysée par le tout idéologique, la médiocrité, la bureaucratie et le misérabilisme, quand partout ailleurs, et notamment dans les autres pays du Maghreb, elle est

⁵ Ibid.

en progrès constant. L'absence de conseils scientifiques au niveau de l'Agence d'Archéologie et des Musées et la composition de celui qui a été créé récemment au Ministère de la Culture traduisent une volonté affirmée d'empêcher tout contrôle scientifique des activités archéologiques et muséales. Production scientifique quasi inexistante et impossible mise en valeur du patrimoine archéologique, monumental et muséal en découlent. Pour avoir une idée des dégâts d'une telle politique, il suffit de consulter les actes des colloques consacrés à l'archéologie du Maghreb antique ou les revues qui paraissent à l'étranger : les articles rédigés par des Algériens sont une rareté muséographique !

Longtemps très insuffisante par la quantité, la production éditoriale est à l'arrêt depuis 10 ans pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les moyens financiers. Aux lendemains de l'indépendance, succédait à *Libyca* le *Bulletin d'Archéologie Algérienne* dont la chronologie puis l'arrêt en 1985 sont éloquents⁶ : l'Algérie est le seul pays maghrébin privé de revue archéologique nationale.

Du côté de l'épigraphie latine, après l'achèvement des volumes II, 2 et II, 3 des « Inscriptions Latines d'Algérie » par H. G. Pflaum, il restait à poursuivre le projet pour les provinces de Numidie militaire et des deux Maurétanies, Sitifienne et Césarienne. La réalisation du volume sur les inscriptions de Sitifienne, objet d'un projet de coopération algéro-français sous la direction de R. Rebuffat et N. Benseddik, doit se faire dans un pays « en état d'urgence » depuis 10 ans ; un fascicule des inscriptions de Tubusuptu, sous la direction de G. Di Vita et N. Benseddik, devrait être publié incessamment, mais l'entreprise épigraphique se débat dans des difficultés, apparemment bureaucratiques, quasi insurmontables⁷. Même les missions exploratoires de chercheurs algériens sur le territoire national sont empêchées par l'administration.

⁶ Tomes I [1962-1965] et II [1966-1967] publiés à Paris en 1967 ; III [1968] à Alger en 1968 ; IV [1970] en 1970 ; V [1971-1974] en 1976 ; VI [1975-1976] en 1980 ; VII [1977-1979] en 1985. 6 monographies ont été publiées entre 1970 et 1993. Plus rien depuis ! Diverses plaquettes de vulgarisation de qualité étaient publiées par l'ex-Service des Antiquités : Timgad, Djémila, Tipasa, Hippone, Tiddis, Cherchel, Theveste. De simples réimpressions ont été réalisées en 1990 (Tiddis, Tipasa).

⁷ Bouchenaki, M., Actes du coll. inter. Du centenaire de *L'Année Epigraphique*, oct. 1988, Paris, 1990, p. 67 : « Reste à espérer que la jeune génération d'épigraphistes algériens...poursuivra la tâche entreprise depuis plus d'un siècle pour le bénéfice des chercheurs et de la science. » ; suffisait-il d'espérer quand la réalité, déjà à l'époque, se révélait bien funeste ?

Si les archéologues algériens se trouvent dans l'impossibilité de construire cette vision nouvelle tant attendue sur l'histoire antique de l'Algérie, qui le fera ?

Archéologie et Thérapie

N'est-il pas temps d'en finir avec les constats et les interrogations ? Si les données objectives ne peuvent servir à l'analyse, peut-être faut-il voir du côté de la sphère psycho-politique ?

« Romano-Africains », un tabou historiographique

Pourquoi les termes Romano-Africains ou Romano-Libyens apparaissent-ils encore rarement dans la production occidentale alors que le concept d'archéologie gallo-romaine s'enracina de bonne heure dans le milieu érudit, insistant sur la contribution gauloise à Rome et à son empire. Les mêmes tendances ont depuis longtemps marqué les études romano-britanniques⁸. Dans nombre de travaux consacrés à l'Afrique romaine, les populations autochtones sont présentées soit comme des réceptacles passifs pour les fruits d'une civilisation supérieure, soit comme des Barbares anarchiques incapables de se gouverner ou de progresser sans l'intervention étrangère. P. A. Février a eu le grand mérite de relever l'attitude contrastée de l'historiographie française à l'égard de la Gaule romaine et de l'Afrique romaine⁹. La destinée du mausolée de *T. Flavius Maximus* à Lambèse est, à ce titre, exemplaire: Plutôt que de s'indigner de la destruction en 1983 de ce monument, il y a lieu de s'étonner que ce symbole supposé de la continuité entre les Français et les Romains ait survécu si longtemps à l'indépendance. Les descendants des Gaulois vaincus par les Romains ont parfaitement réussi, dans l'esprit des habitants de la région, leur assimilation aux Romains conquérants. Le message des colonisateurs de 1830 a été bien entendu par les Algériens.

Un avenir sombre

Pourquoi l'avenir des études romaines et de l'épigraphie latine s'annonce-t-il aussi sombre en Algérie ? Pourquoi les obstacles se

⁸ Mattingly, D., « From one Colonialism to another : imperialism and the Maghreb », in *Roman Imperialism : Post-Colonial Perspectives*, Leicester Archaeology Monographs, 3, 1996, p. 56.

⁹ Le monde rural du Maghreb antique (approches de l'historiographie du XIXe siècle), *Histoire et Archéologie de l'Afrique du Nord, Actes du IIIe Coll. Intern.*, Montpellier avr. 1985, Paris 1986, p. 102. Comment interpréter l'occultation des publications épigraphiques algériennes dans le « Guide de l'épigraphiste » édité et réédité par Bérard, F., Feissel, D., Petitmengin, P., et M. Sève (Bibliothèque de l'ENS), Paris, 1986 puis 1989 ?

dressent-ils encore si nombreux devant l'archéologie ? Sûrement pas du fait, comme on le lit parfois, de gens ordinaires qui cultiveraient leurs préjugés à l'encontre de l'oppresseur romain¹⁰ ; le travail sur le terrain, qui multiplie les contacts avec les gens simples, a révélé depuis longtemps que les responsabilités sont à situer plutôt dans la classe dirigeante. Qui a supprimé, il y a des décennies, l'enseignement du latin dans le secondaire ? Vouloir priver le peuple algérien de la composante latine de sa mémoire et donc de son histoire propre et de sa culture, est-ce prendre ses distances avec l'Etat colonial ou continuer son œuvre ?



¹⁰ Mattingly, D., ouv. cit., p. 63: « ...it is the degree to which the ordinary people of the Maghrebian countries overcome their prejudices against Romans as foreign oppressors that will determine whether Romano-Africans are welcome in the national consciousness ».

